

				accordée à la mise en place d'un cadre de partenariat comprenant les acteurs nationaux et l'UE.
Développement	<p>Risque 6</p> <p>Manque d'engagement des parties prenantes pour la prise en compte du genre dans les différentes composantes de l'action</p>	Moyenne	Moyen	L'action cherchera à sensibiliser et renforcer les capacités de toutes les parties prenantes en matière de genre. Le genre sera inscrit à l'ordre du jour des différents échanges et moments de dialogue, les organisations de femmes seront aussi impliquées. Et si besoin, une expertise genre sera mobilisée.
Développement	<p>Risque 7</p> <p>Faible familiarisation avec la mise en œuvre de cette modalité de l'appui budgétaire sectorielle et des procédures à mettre en œuvre pour assurer l'atteinte des indicateurs de la tranche variable convenus.</p>	Haute	Haut	Tenir un Dialogue constructif visant à sensibiliser les différents acteurs sur les rôles respectifs et les mesures à prendre pour s'assurer de l'atteinte des indicateurs de la tranche variable. Un dialogue sérieux devra être établi entre la DBAF et les entités à la charge de programmation des investissements publics pluriannuelles (PIP). Un programme de formation sur les appuis budgétaires a été organisé lors de la formulation du programme. Les agents devront exploiter les manuels et il faudra veiller à assurer un suivi régulier des besoins de renforcement des capacités.

Les principaux enseignements tirés

Le dialogue politique et le soutien provenant de l'appui budgétaire sont mieux maîtrisés si le nombre d'indicateurs, cibles, institutions concernées et domaines couverts, reste limité. Dans le programme précédent, la complexité des cibles et leur nombre élevé a impliqué un suivi, une analyse et un engagement administratif avec de nombreuses institutions, très coûteux en termes de temps, au détriment d'un dialogue approfondi sur les réformes liées à ces indicateurs/cibles. Il faudra éviter de renouveler cette situation. Il est également important de s'assurer que les indicateurs et cibles soient définis par les bénéficiaires, qu'ils proviennent de leur propres plans d'actions et soient considérés comme prioritaires par le gouvernement, afin de s'assurer que les réformes visées soient pleinement appropriées par les bénéficiaires. Il est également très important d'assurer une étroite coordination avec les actions de renforcement des capacités des secteurs gouvernementaux prévues dans les domaines visés par le programme. La programmation pluriannuelle des investissements publics du secteur (04) et les investissements privés programmés représentant le coût total du projet sur les six (6) années de durée de vie du programme. Elle devra retenir toute l'attention du gouvernement.

La transition énergétique est également soutenue par le programme thématique PTOM Green Overseas (GO). Les leçons tirées de ce programme seront prises en compte dans la mise en œuvre de cette action.